

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

**« Les citoyens veulent des gestes concrets de leurs élus » - Xavier Léger**

**Longueuil, 27 septembre 2019** — La Semaine du climat, qui se déroule du 24 au 30 septembre, est l'occasion pour le chef de l'opposition, Xavier Léger, de rappeler l'importance de passer de la parole aux actes en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques. D'autant plus que les derniers modèles climatiques indiquent que le Canada va se réchauffer en moyenne deux fois plus rapidement qu'ailleurs sur Terre.

« Ce que les citoyens demandent depuis la dernière année aux élus du conseil municipal, ce sont des gestes concrets en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques. Et là-dessus, la mairesse est en déficit de leadership, d'autres villes ayant posé, avant elle, des gestes porteurs pour l'avenir. Même si Longueuil a officiellement reconnu l'urgence climatique, on ne sent pas l'urgence d'agir du côté de la mairesse. D'autant plus déplorable que les municipalités peuvent avoir un impact sur 70% des gaz à effet de serre (GES) émis dans l'atmosphère. Il est plus que temps qu'on se mobilise et qu'on mette notre esprit entreprenant et innovant au service de l'environnement », d'indiquer Xavier Léger.

C'est dans cet esprit que les élus de Longueuil Citoyen ont présenté, au conseil du 17 septembre, deux avis de proposition. Des avis qui devraient être discutés au conseil du 22 octobre prochain.

**Création d'un Bureau de l'environnement**

Considérant que les municipalités, comme gouvernement de proximité, jouent un rôle important en matière d'environnement et de lutte contre les changements climatiques, le premier avis de proposition souhaite que la Ville analyse l'opportunité et les coûts de la création d'un Bureau de l'environnement. Rejoignant ainsi plusieurs grandes villes comme Laval, Montréal et tout récemment Sherbrooke qui, depuis 2016, se sont dotées d'une structure administrative distincte visant à promouvoir l'action municipale en matière d'environnement et de résilience climatique.

Le Bureau de l'environnement envisagé pourrait : (1) faire la vigie en matière environnementale, afin d'identifier et communiquer les meilleures pratiques dans le domaine; (2) élaborer des plans et des politiques; (3) coordonner les actions en matière environnementale au sein de la municipalité; (4) contribuer à la mobilisation des citoyens et des employés; (5) développer et faire le suivi de partenariats externes; et, (6) réaliser la reddition de comptes au comité exécutif et au conseil municipal, donc aux citoyens de Longueuil.

Le chef de l'opposition, Xavier Léger, souligne l'importance d'intégrer les principes de développement durable à toutes les activités de la municipalité. Ce dernier souligne que l'adoption d'une approche transversale est essentielle afin d'atteindre nos cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES).

Rappelons que la Ville de Longueuil s'était dotée en novembre 2011 d'un Bureau de l'environnement et du développement durable. L'unité administrative distincte, aujourd'hui disparue, s'inscrivait dans la continuité du virage vert de la Ville en prévision de la réalisation du Plan stratégique de développement durable de Longueuil (PSDD) et la préparation de son premier plan d'urbanisme en 2012.

### **Interdiction du glyphosate**

À la lumière des récents débats et controverses, ici comme ailleurs dans le monde, le deuxième avis de proposition, évoquant le principe de précaution, demande que la Ville de Longueuil modifie son règlement afin d'interdire tous les herbicides à base de glyphosate dans la zone urbaine pour ses impacts sur l'environnement et la santé des citoyens. Ce principe est inscrit dans la Loi sur le développement durable et dans le Plan stratégique de développement durable de Longueuil (PSDD).

« La Ville de Longueuil fait partie des 144 municipalités québécoises qui restreignent déjà l'usage de certains pesticides sur son territoire. Comme l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) classe depuis 2015 le glyphosate comme une substance « cancérigène probable » pour l'humain, le principe de précaution commande son interdiction de la zone urbaine. Les inquiétudes des citoyens quant aux impacts de l'utilisation du glyphosate sur l'environnement et la santé publique ne doivent pas être sous-estimées. Longueuil est en phase de se doter d'une politique d'agriculture urbaine, il est important de s'assurer que l'agriculture qui y sera pratiquée soit aussi saine que possible pour la santé de tous », de conclure le chef de l'opposition, Xavier Léger.